



ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL COMPOSÉ DES COMMUNES DE

CLICHY-SOUS-BOIS, COUBRON, GAGNY, GOURNAY-SUR-MARNE, LE RAINCY,  
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS, LIVRY-GARGAN, MONTFERMEIL, NEUILLY-PLAISANCE,  
NEUILLY-SUR-MARNE, NOISY-LE-GRAND, ROSNY-SOUS-BOIS, VAUJOURS, VILLEMOMBLE

Membres en exercice : 80

Présents : 54

Pouvoirs : 17

CT2017/12/19-17

**CONSEIL DE TERRITOIRE**  
**SÉANCE DU 19 DECEMBRE 2017 À 20H**

**Délibération CT2017/12/19-17 – Approbation du Plan Local d'Urbanisme de Vaujours**

**Rapporteur : Claude CAPILLON, 1<sup>er</sup> Vice-président**

**DATE DE CONVOCATION** : Mercredi 13 décembre 2017

**PRÉSIDENCE** de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160).

**PRÉSENTS** : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BENTAHAR Abdelkader, BODIN Roger, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOGUES Monique, DUFFRENE Sylvie, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MALJEAN Jean-Pierre, MARSIGNY Brigitte, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, REYGAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TEULET Michel, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMOZIGH Joëlle (pouvoir à AMORE Félicité), BORDES Roselyne, BOURICHA Fayçale (pouvoir à DELORMEAU Christine), BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CALVEAU Michèle, DALLIER Philippe, EPINARD Serge (pouvoir à MIERSMAN Michel), FAUBERT Jacques (pouvoir à LE TALLEC Bernard), FAUCONNET Jean-Paul, GRANDIN Gaëtan (pouvoir à ROY Patrice), HELENON Joëlle (pouvoir à MARSIGNY Brigitte), ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), LELLOUCHE Nicole (pouvoir à BOUDJEMAI Kaïssa), MAGE Pierre-Etienne (pouvoir à PIETRASZEWSKI Jean-Jacques), MAHEAS Jacques (pouvoir à MALJEAN Jean-Pierre), MANTEL Aurélie, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), PELLISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, SARDA Patrick (pouvoir à COPPI Katia), TAYEBI Samira (pouvoir à KLEIN Olivier), TESTA Michel (pouvoir à MARTINS Marylise), THIBAUT Magalie, TORO Ludovic (pouvoir à TEULET Michel)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Hélène CALMEJANE

**LE CONSEIL DE TERRITOIRE,**

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

**VU** le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Etablissement Public Territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153-21, L123-10, R123-19, R123-24 et 25,

**VU** la loi Solidarité et Renouvellement Urbain n°2000-1208 du 13 décembre 2000,

**VU** la loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové,

**VU** le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France adopté le 18 octobre 2013 et approuvé par décret en Conseil d'Etat le 27 décembre 2013,

**VU** la délibération n° 09/09-04 du Conseil municipal de Vaujours en date du 24 septembre 2009 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.),

**VU** la délibération n° 10/02-11 du Conseil municipal de Vaujours en date du 18 février 2010 précisant les objectifs poursuivis par la révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) et complétant les modalités de concertation,

**VU** la délibération n° 14/01-04 du Conseil municipal de Vaujours en date du 30 janvier 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.),

**VU** le jugement n° 1402749 du Tribunal administratif de Montreuil en date du 7 mai 2015 annulant la délibération du conseil municipal de Vaujours n°14/01-04,

**VU** la délibération n° 15/12-20 du Conseil municipal de Vaujours en date du 15 décembre 2015 donnant un avis favorable sur la reprise des études et de la procédure au stade du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), en conséquence du jugement rendu le 7 mai 2015 par le Tribunal Administratif de Montreuil,

**VU** la délibération n° 15/12-19 du Conseil municipal de Vaujours en date du 15 décembre 2015 sollicitant l'Etablissement public territorial « T9-Grand Paris Est », afin qu'il poursuive et achève la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la ville de Vaujours,

**VU** le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) organisé au sein du Conseil municipal de Vaujours le 15 décembre 2015,

**VU** la délibération n° CT 2016/04/08-21 du Conseil de territoire en date du 8 avril 2016 décidant de poursuivre et d'achever l'ensemble des procédures d'élaboration, révision ou modification de plan local d'urbanisme, de plan d'occupation des sols et de règlement local de publicité, engagées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 par les communes membres de l'Etablissement public territorial, en conformité avec les objectifs et les modalités de la concertation, tels qu'ils ont été définis par les conseils municipaux de chacune des communes,



**VU** le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Vaujours, et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durable, le règlement, les documents graphiques et les annexes,

**VU** la délibération n° CT2016/05/10-05 du 10 mai 2016, arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vaujours,

**VU** les avis des Personnes Publiques Associées, intervenus postérieurement à l'arrêt du projet et joints au dossier d'enquête publique,

**VU** l'arrêté n° 2016-154 de Monsieur le Président en date du 25 octobre 2016, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de Plan Local d'urbanisme de la commune de Vaujours pour une période de 33 jours consécutifs du 14 novembre 2016 au 16 décembre 2016,

**VU** le Procès-Verbal de fin d'enquête de Monsieur le commissaire enquêteur en date du 26 décembre 2016,

**VU** la lettre de Monsieur le Président en date du 29 décembre 2016 en réponse aux questions posées par Monsieur le Commissaire enquêteur sur les observations formulées par les Personnes Publiques Associées et le public ayant consulté le dossier d'enquête publique,

**VU** le tableau de synthèse des observations reçues entre juillet et décembre 2016 lors de la saisine des Personnes Publiques Associées et les réponses apportées,

**VU** le rapport de Monsieur le Commissaire enquêteur du 16 janvier 2017, reçu au siège administratif de l'Etablissement public territorial le 18 janvier 2017, émettant un avis favorable avec réserve,

**VU** la lettre de Monsieur le 1<sup>er</sup> Vice-président du Tribunal administratif de Montreuil en date du 3 février 2017 invitant le commissaire enquêteur à formuler à nouveau son avis et sa motivation en présentant de manière plus explicite les éléments qui conduisent à émettre son avis,

**VU** le nouveau rapport de Monsieur le Commissaire enquêteur du 21 février 2017, reçu au siège administratif de l'Etablissement public territorial le 24 février 2017, émettant un avis défavorable avec réserve,

**VU** le projet de Plan local d'Urbanisme comprenant: le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.), le règlement, les documents graphiques, l'évaluation environnementale, les servitudes d'utilité publiques, les annexes,

**VU** les dispositions de l'article L. 123-14, II, du Code de l'environnement prévoyant qu'une enquête publique complémentaire peut être demandée par la personne publique responsable du projet de plan dans l'hypothèse où des modifications substantielles de ce dernier sont envisagées après la remise par Monsieur le Commissaire enquêteur de ses conclusions et avis,

**VU** le vœu du Conseil municipal de Vaujours en date du 9 mars 2017 sollicitant l'Etablissement public territorial afin qu'il poursuive et achève la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la ville de Vaujours et qu'il organise une enquête publique complémentaire,

**VU** la délibération n° CT2017/03/28-15 du 28 mars 2017, décidant la poursuite de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vaujours et l'organisation d'une enquête publique complémentaire,

**VU** l'arrêté n° 2017-368 de Monsieur le Président, en date du 7 août 2017, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire relative au projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vaujours pour une période de 16 jours consécutifs du 11 au 28 septembre 2017,

**VU** le Procès-Verbal de fin d'enquête de Monsieur le Commissaire enquêteur en date du 1<sup>er</sup> octobre 2017,

**VU** la lettre de Monsieur le Président en date du 16 octobre 2017 en réponse aux questions posées par Monsieur le commissaire enquêteur sur les observations formulées par les Personnes Publiques Associées et le public ayant consulté le dossier d'enquête publique,

**VU** le rapport de Monsieur le Commissaire enquêteur du 24 octobre 2017, reçu au siège administratif de l'Etablissement Public Territorial « T9-Grand Paris Grand Est », le 30 octobre 2017, émettant un avis favorable avec réserves,

#### **CONSIDERANT**

- le rapport et l'avis favorable motivé du Commissaire enquêteur en date du 24 octobre 2017,
- que le projet de Plan Local d'Urbanisme de la ville de Vaujours arrêté par le vote du Conseil de territoire du 10 mai 2016, soumis aux enquêtes publiques initiale et complémentaire, a fait l'objet de modifications dans l'intérêt général et pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées et de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, des observations du public et du rapport établi par le Commissaire enquêteur,
- qu'aucune des adaptations apportées au projet n'a été de nature à porter atteinte à l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme de Vaujours,

**CONSIDERANT** que le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vaujours, tel qu'il est présenté au Conseil de territoire, est prêt à être approuvé,

#### **Après en avoir délibéré,**

- **A l'unanimité**

**APPROUVE** le projet de Plan Local d'Urbanisme de Vaujours tel qu'il est annexé à la présente délibération.

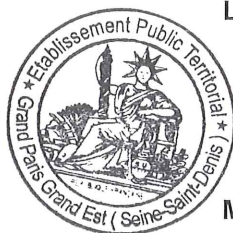
#### **DIT** que :

- la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis,
- la présente délibération fera l'objet d'un affichage à la mairie de Vaujours et au siège de l'Etablissement public territorial (Hôtel de ville de Noisy le Grand) pendant un mois,
- mention de cet affichage fera l'objet d'une insertion dans un journal diffusé dans le département,
- la délibération d'approbation du Conseil de territoire sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de l'Etablissement public territorial,
- le dossier de Plan Local d'Urbanisme de Vaujours sera tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Vaujours et au siège administratif de l'Etablissement public territorial aux jours et heures d'ouverture au public.

DIT que la délibération d'approbation du Conseil de territoire deviendra exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par Monsieur le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du Plan Local d'Urbanisme de Vaujours ou, dans le cas contraire, à compter de la prise en compte de ces modifications,
- après accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

*Ainsi fait et délibéré en séance, le 19/12/2017.*



Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,  
par délégation du Président,  
certifie le caractère exécutoire du présent acte le

- Transmis en Préfecture le :
- Affiché à l'EPT le : 27 DEC. 2017
- Publié le : 29 DEC. 2017

Le Directeur général des services,  
Guillaume Clédière